

LE MONDE 18/04/23

Emmanuel Macron promet une école qui change, et liste des sujets qui fâchent les enseignants

En égrenant, en quelques secondes, les chantiers en cours au sein de l'éducation nationale, le chef de l'Etat a donné l'image d'une école en pleine transformation. Mais les changements font l'objet de crispations dans la communauté éducative.

Par [Violaine Morin](#)

Publié aujourd'hui à 00h50, modifié à 10h21

Temps de Lecture 2 min.



Lors d'une manifestation contre la réforme des retraites, à Paris, le 14 avril 2023. AGNES DHERBEYS / MYOP POUR « LE MONDE »

Une école qui change « à vue d'œil » ? Emmanuel Macron l'a promis, lundi 17 avril dans son allocution télévisée, en évoquant la réforme du lycée professionnel puis en faisant la liste des transformations à venir « dès la rentrée » : l'amélioration des remplacements, la revalorisation des salaires des enseignants, la demi-heure quotidienne de sport à l'école et l'instauration d'une heure hebdomadaire de soutien scolaire au collège. Ce faisant, le chef de l'Etat a en réalité énuméré des chantiers déjà en cours et qui font, pour la plupart, l'objet d'intenses crispations dans la communauté éducative.

- **La réforme du lycée professionnel, un chantier qui coince**

Emmanuel Macron a évoqué cette réforme, en négociation depuis plusieurs mois, en indiquant qu'il s'agissait d'accompagner les jeunes vers « des formations plus "insérantes" » ou « vers l'emploi ». Ce projet de refonte a beaucoup tendu les enseignants, qui sont en attente des arbitrages finaux. A la

rentrée de septembre 2022, le chef de l'Etat avait en effet promis une augmentation de 50 % de la durée des stages, provoquant l'ire des syndicats.

Cette augmentation, si elle ne sera pas de 50 %, est toujours à l'ordre du jour, assure-t-on dans les rangs syndicaux. La cosecrétaire générale du SNUEP-FSU, Sigrid Girardin, indiquait lundi soir au *Monde* qu'une réunion avec la ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnels, Carole Grandjean, était prévue pour le 18 avril. Mais elle a été reportée à la demande de l'intersyndicale, précise M^{me} Girardin.

- **Les remplacements d'enseignants, une promesse impossible**

Assurant que notre école doit « *renouer avec l'ambition d'être l'une des meilleures d'Europe* », M. Macron a rappelé son engagement de remplacer systématiquement les enseignants absents. Mais sur ce point, le combat est loin d'être gagné, puisque l'exécutif mise sur le succès du « pacte », ce nouveau dispositif pensé pour garantir une meilleure rémunération aux enseignants qui acceptent des missions supplémentaires, dont les remplacements.

Si le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, espère couvrir les besoins de remplacement en mobilisant, dans le cadre du pacte, un quart des 480 000 enseignants du second degré, rien ne garantit qu'un tel effectif sera spontanément candidat. « *Remplacer systématiquement les enseignants à la rentrée est matériellement impossible, et le pacte ne le permettra pas* », assurait Sophie Vénétitay, la secrétaire générale du SNES-FSU, à l'issue de l'allocution présidentielle.

La formule a également crispé, puisque le président de la République a présenté cette question comme un changement « *pour les parents* ». « *Cela en dit long* », grince Stéphane Crochet, du SE-UNSA. De nombreux professeurs s'inquiètent d'un mode de remplacement au rabais et d'une surcharge de travail pour ceux qui accepteront.

- **Les professeurs « mieux rémunérés », une négociation décevante côté syndicats**

La revalorisation des salaires évoquée par M. Macron est, une fois encore, un dossier sensible, sur lequel l'exécutif n'a pas emporté l'adhésion. Les syndicats ont d'ailleurs quitté [la table des négociations, le 6 mars](#), pour protester contre le pacte, considéré comme une forme de « travailler plus pour gagner plus ».

Sur la partie « socle », c'est-à-dire la revalorisation salariale indépendante de la participation au pacte, les syndicats assurent ne pas connaître les arbitrages, qui devraient être annoncés le 20 avril. « *On sait déjà que le compte n'y sera pas* », prévient Sophie Vénétitay, qui assure que les négociations auraient déjà dû s'achever pour qu'il soit matériellement possible d'augmenter les enseignants dès septembre 2023.

- **Sport à l'école, soutien scolaire... qu'en sera-t-il sur le terrain ?**

M. Macron a également cité les « *trente minutes de sport par jour* », une opération censée se développer progressivement dans les écoles. Mais sur le terrain, celle-ci pose déjà question. « *Pour l'instant, les enseignants sont confrontés à des problèmes d'emploi du temps et de locaux disponibles* », indique Guislaine David, du SNUipp-FSU.

Enfin, le chef de l'Etat a promis que les élèves seraient « *davantage accompagnés en français et en mathématiques* ». Il faisait référence à un nouveau dispositif à destination des 6^e, annoncé à la mi-janvier. Une heure de soutien ou d'approfondissement sera proposée dans ces deux disciplines, [grâce à la suppression de l'heure de technologie](#). Mais cette suppression ne finance, par définition, qu'une heure de cours en classe entière. « *Pour faire simple, le nouveau module n'est pas financé à hauteur*

de ce qu'il faudrait pour faire du soutien efficace, c'est-à-dire des petits groupes, observe Sophie Vénétitay. Pour que ce soit possible, il faudra que les professeurs adhèrent au pacte. »